



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Informations générales

Email de contact : nicolas.kieffer@marne.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 21 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : communauté de communes de l'Argonne
Champenoise

Si protocole de préfiguration : date de signature : 16 juillet 2021

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- Nom: CC de l'Argonne Champenoise, nature: CC, SIREN: 200042703
- Nom: Grand Est, nature: region, SIREN: 44
- Nom: Marne, nature: departement, SIREN: 51

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- CPER
- SRADDET
- SRDEII
- Schéma régional de développement du sport
- PRPGD
- Feuille de route santé
- Stratégie régionale biodiversité
- Schéma Régional de Développement du tourisme et des loisirs
- CPRDFOP
- Business Act
- Espace de vie sociale

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Convention globale CAF
- Contrat eau et climat
- Contrat local de Santé
- LEADER
- Convention ruralité (éducation)
- OPAH

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Conseillers numériques France services
- France services
- Petits villes de demain
- France Mobile
- France Très-Haut débit

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Ambition 1 : rendre le territoire attrayant par le bien-vivre
- Ambition 2 : dynamiser le territoire par l'économie et la transition
- Ambition 3 : faire rayonner le territoire par le lien, l'animation, la promotion et la communication

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Non

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Espaces publics, espaces verts
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Opération de requalification (friches...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Economie sociale et solidaire
- Emploi et Insertion
- Tourisme durable
- Economie, production et consommation durable

- Commerce, artisanat de proximité
- Sensibilisation et animation de la transition
- Efficacité énergétique
- Production d'énergies renouvelables
- Mobilités douces
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Culture et patrimoine
- Sport
- Loisirs
- Formation professionnelle
- Education
- Usages et inclusion numériques
- Santé et soins
- Tiers Lieux
- Sûreté et sécurité
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Accès à un logement de qualité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 42

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 7

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : 1

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 4

Liste des partenaires socio-économiques : Délégation territoriale de l'Agence régionale de santé, Association des petites cités de caractère, Banque des Territoires, Agence de l'eau Seine-Normandie, Mission locale de Châlons-en-Champagne, CLIC, MECS La Pépinière, ESAT Elan Argonnais, Société publique des Couleurs, Office de tourisme de l'Argonne Champenoise, CAF de la Marne, Syndicat mixte du sud-est de la Marne, et Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de l'Aisne Supérieure

Démarches de co-construction du CRTE : Concertation élus/techniciens

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions : Non

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Oui

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : NON

Mobilisation d'une ingénierie externe : Architectes-conseil de la DDT

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 100 000€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 16.67M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 3.85M€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0€